

Intégration de la dimension de genre

Le bouleversement de notre ordre des valeurs et de l'ordre de la création de Dieu

Le terme « genre » fait référence au sexe social à la différence du sexe biologique (définition introduite en 1955 par l'Américain John Money); 1955-1995 : comblement idéologique du concept. 1995 : désignation officielle du concept lors de la 4^e Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes organisée à Pékin (la notion de « sexe » est remplacée par celle de « genre »).

Un programme motivé par des positions athées, marxistes, féministes et homophiles

Cette idéologie est imposée dans le monde entier par le biais des méthodes sophistiquées de l'ingénierie sociale, en collaboration avec des réseaux opérant sur le plan international (ONG, associations de femmes, de lesbiennes et d'homosexuels) et disposant de ressources financières considérables. Imposée par l'intermédiaire de l'ONU, de l'UE et de tous ses États membres, cette idéologie nécessitera plusieurs décennies avant d'être ancrée dans les mentalités, les citoyens devant y être habitués par étapes successives. Le principe d'intégration de la dimension de genre est imposé « du haut vers le bas ». Il doit être concrétisé à tous les niveaux et dans toutes les décisions.

On prétend que le sexe social est indépendant du sexe biologique et que l'homme et la femme ne sont qu'une « construction » sociale, qui peut et doit être déconstruite. Le fait de pouvoir choisir librement son sexe ainsi que son orientation sexuelle, c'est-à-dire de vivre en tant qu'hétérosexuel, homosexuel, bisexuel ou transsexuel (le changement de sexe est un droit garanti à chaque citoyen et doit être pris en charge par les assurés des caisses d'assurance-maladie) fait partie de la liberté de la personne et s'inscrit donc comme un droit de l'Homme. La *perspective de genre* ne connaît pas deux, mais plusieurs « sexes », selon l'orientation sexuelle choisie (homosexuelle, bisexuelle, transsexuelle ou intersexuelle).

L'intégration de la dimension de genre semble avant tout impliquer l'abolition des soi-disantes discriminations encore subies par les femmes grâce à la mise en œuvre d'une « politique d'égalité ». Pourtant, cela fait longtemps que nous avons cessé de nous demander si une plus grande égalité des femmes contribue de quelque manière que ce soit à résoudre les problèmes de notre époque qui menacent notre existence. S'il s'agissait réellement de promouvoir les droits et la place de la femme au sein de la société, il ne serait pas nécessaire de balayer la notion d'identité sexuelle de l'homme et de la femme.

L'assimilation complète, « l'égalité » de l'homme et de la femme, l'avortement en tant que « droit de l'Homme », la lutte contre la « normalité hétérosexuelle », c'est-à-dire la complète assimilation juridique et sociale, voire la promotion de modes de vie non hétérosexuels, ainsi que la sexualisation des jeunes par le biais de cours sur le sexe comme matière obligatoire, sont autant de notions faisant partie intégrante de la dimension de genre.

Le programme autour de la notion de genre, imposé à la société, est camouflé par divers concepts comme « assimilation », « égalité des chances sur le marché du travail », « égalité substantielle » et « droits de l'Homme ».

Le Parlement de l'Union européenne, le Conseil de l'Europe, les pouvoirs publics et les grandes entreprises s'apprêtent à « genriser » la langue au nom de l'équité entre les sexes. Pour ce faire, il a été convenu de supprimer le « masculin générique ». Ainsi, on ne doit plus écrire : enseignants, spectateurs ou passage pour piétons, mais : enseignant(e)s, spectateur(trice)s passage pour piéton(ne)s, etc. Pour garantir un allemand politiquement correct, les pouvoirs publics élaborent des guides ayant valeur obligatoire, comme dans le cas de la municipalité de Berne, qui a exigé la suppression des notions de « père » et « mère ». Ainsi, on ne doit prononcer désormais que le mot « parent », au motif que la discrimination de parents homosexuels doit être évitée.

Conséquences : l'effondrement des valeurs et des normes divines, la dissolution du mariage et de la famille, l'éradication de toute pensée religieuse, la promotion des familles monoparentales et recomposées, la carrière professionnelle au lieu des enfants (l'argent, la considération et le pouvoir sont des choses auxquelles les femmes, notamment, doivent aspirer) et, de ce fait, la régression continue de la population autochtone (la Suisse compte seulement 1,3 enfant par femme, alors qu'il en faudrait au moins 2,1 pour maintenir la population), l'autodétermination complète et illimitée par rapport à la vie et à la mort (la naissance est déterminée par le « parent », le type de mort et la date de la mort sont décidés par l'individu).

Mise en pratique: discriminations de la part de l'État et non-reconnaissance du travail accompli par les mères de famille et les femmes au foyer, envoi des enfants le plus tôt possible dans des crèches et garderies publiques, prescriptions de quotas (dans tous les domaines professionnels et politiques, au moins 50 % de femmes doivent être représentées - un quota supérieur est possible, mais une majorité d'hommes sera enrayée), femmes favorisées dans les offres d'emploi, et cela même si les hommes sont plus aptes et plus qualifiés pour les postes.

Des milliards de dollars et d'euros sont injectés dans les programmes politiques relatifs à l'intégration de la dimension de genre, qui sont alimentés par le savoir-faire de toute une génération de sociologues en matière d'ingénierie sociale. Des centres publics de « compétences en matière de genre », ainsi que des instituts privés de genres et des bases de données de genres, ont été développés et forment aujourd'hui un marché de l'emploi en plein essor. Les promoteurs du genre n'opèrent pas à partir d'un terrain contestable, mais sur un front plus large, diffus et compartimenté, en contournant les grands centres de décision et d'influence ou en en créant de nouveaux avec la bénédiction d'hommes politiques naïfs. Aujourd'hui, ces centres d'influence sont : les médias de toutes sortes (notamment la télévision et les grands quotidiens suisses), les tribunaux, les directions d'établissements scolaires, les universités, les gouvernements fédéral et cantonaux, les entreprises publiques, les organismes spécialisés et centres de compétences nouvellement créés, les bureaux « de l'égalité », les ONG telles que les organisations d'aide aux malades du SIDA, les centres et organisations de santé ou encore les organisations de protection de la nature.

Tout ceci se met en place sans qu'aucun débat public n'ait jamais été instauré au Parlement ni dans les médias. Cela signifie que les gouvernements de nos États démocratiques s'engagent dans des objectifs qui transforment les structures sociales fondamentales et l'Homme lui-même, sans même que le peuple en soit informé.

« La plus grande expérience humaine de tous les temps » (Eva Herman) assortie de prétentions totalitaires (toute critique du programme est d'abord condamnée par les médias et la société, puis par l'État).

Pour toute question, veuillez contacter :

*Fondation Futur CH/Zukunft CH
Zürcherstrasse 123
CH-8406 Winterthur*

*Tél. +41 (0) 52 268 65 00
Contact Suisse Romande: Tél.: +41 (0) 21 624 97 07
E-mail : futur-ch@zukunft-ch.ch
www.futur-ch.ch*